

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 01/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/09/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

INOXYDA

4 et 8, rue Etienne DOlet
76140 Le Petit-Quevilly

Références : UDRD.2024.09.R.13
Code AIOT : 0005800484

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/09/2024 dans l'établissement INOXYDA implanté 4 et 8, rue Etienne Dolet - ,BP 222 - 76140 Le Petit-Quevilly. L'inspection a été annoncée le 12/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- INOXYDA
- 4 et 8, rue Etienne Dolet - BP 222 - 76140 Le Petit-Quevilly
- Code AIOT : 0005800484
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Inoxyda exerce une activité de fonderie. Elle est spécialisée dans le moulage sable de pièces techniques de grandes dimensions en cupro aluminium pour diverses industries.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Emissaires à l'atmosphère	Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 3.2.4	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	surveillance des rejets canalisés	AP Complémentaire du 08/12/2014, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
3	surveillance des retombées atmosphériques	AP Complémentaire du 08/12/2014, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Déclaration GERE	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que le permis d'exploiter ne réglemente pas l'ensemble des émissaires du site, tant en terme de valeur limite réglementaire (concentration et flux), qu'en terme de fréquence et modalités de surveillance des émissions canalisées et diffuses du site. Qu'il appartient à l'exploitant d'informer l'inspection des modifications intervenues sur le site conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement, quand bien même l'adhésion volontaire au programme de surveillance des retombées atmosphériques de la zone industrielle, porté par Atmo Normandie, tend à démontrer que les émissions du site sont mieux gérées par l'exploitant depuis 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Emissaires à l'atmosphère

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/1997, article 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, captation et VLE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositifs de captation et de traitement des effluents atmosphériques, en particulier lors des opérations de coulée et de décochage sont maintenus en permanence en bon état de fonctionnement.</p> <p>Lors des opérations de décochage, les fumées doivent être aspirées par des aspirateurs situés de part et d'autre des grilles de décochage. Les filtres de ces aspirateurs doivent être nettoyés et changés régulièrement.</p> <p>Ces dispositifs doivent être correctement entretenus.</p>

(...)

Lorsque le sable est éliminé par régénération thermique, les rejets à l'atmosphère doivent respecter les valeurs limites suivantes :

Débit : 2 250 m³/h

Teneur en CO : 50 mg/m³

teneur en NOx : 110 mg/m³

(...)

Constats :

L'arrêté préfectoral du site ne comporte pas les éléments minimum permettant d'assurer une réelle surveillance des niveaux d'émission du site, à savoir : la liste des émissaires canalisés du site, les paramètres à surveiller, la fréquence de surveillance et les valeurs limites à respecter (en concentration et flux).

Au fil des années, l'exploitant a amélioré la captation et le traitement des émissions des fours et des équipements connexes notamment par la mise en place de dépoussiéreurs sur la filtration des aspirations des décocheuses et sur l'atelier d'ébarbage.

L'atelier d'ébarbage a été muni de 3 systèmes de filtration en décembre 2017. Une nette diminution des niveaux de cuivre et nickel mesurés dans l'environnement par Atmo Normandie a été constatée à partir de l'année 2018. L'inspection a par ailleurs constaté que les cheminées ne semblent pas atteindre la hauteur minimale de 10 m requise par l'article 52 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.

Il est demandé à l'exploitant de s'assurer de la bonne dispersion des rejets dans l'atmosphère: hauteur de rejet de 10 m minimum ou remise d'une étude de dispersion pour justifier la suffisance de la hauteur du rejet actuel.

Le site dispose de 5 fours de fonderie à induction :

-le four 9 (capacité de 5 à 6 tonnes) a été équipé d'une hotte d'aspiration et d'un dépoussiéreur en 2019. Les émissions de dioxines furanes mesurées dans l'environnement sont passées de 11 pg/m²/j (TEQ OMS 2005) - mesure de 2017 à 1,16 pg/m²/j -mesure de 2023 (sur période hivernale). Les mesures en périodes estivales (0,38 pg/m²/j TEQ OMS 2005) sont inférieures à la médiane régionale établie par Atmo Normandie à 0,65 pg/m²/j en TEQ OMS 2005 sur la base du traitement statistique des mesures dont dispose l'association ;

-les fours 6, 7 (de capacité 1 tonne chacun) et 8 (de capacité de 3 tonnes) vont être prochainement équipés d'une hotte et d'un dépoussiéreur. L'inspection a constaté que la création d'une hotte d'aspiration est en cours dans l'atelier et que la dalle destinée à recevoir le dépoussiéreur a été préparée. Ces équipements seront installés et mis en service fin 2024 ;

- le four 10 (d'une capacité de 500 kg) est très peu utilisé (1 coulée tous les 2 à 3 mois). Ses émissions sont non captées, non traitées. Elles sont émises de manière diffuses dans l'atelier de production.

L'aspiration des 2 plus grosses décocheuses est connectée à des dépoussiéreurs (soit 2 émissaires canalisés). La troisième décocheuse, qui est peu utilisée est en attente d'une décision de mise en arrêt définitif (décision attendue pour fin 2024) - pas d'émission canalisée.

L'installation de régénération thermique (dénommée régétherm) des sables souillés en vue de leur réutilisation interne dans le procédé de fabrication est la seule qui dispose de VLE (valeur limite d'émissions) en NOx et CO. Les rejets atmosphériques de cet équipement sont également filtrés sur un dépoussiéreur. Les dernières mesures réalisées par l'exploitant datent de 2019 (Cf. rapport de visite d'inspection de 2021).

Considérant que l'arrêté préfectoral ne fixe pas de fréquence de surveillance associée, il n'est pas possible de statuer sur la conformité des rejets sur ce point.

Le site disposera donc a minima de 8 émissaires canalisés d'ici la fin de l'année 2024. L'exploitant a indiqué réfléchir à revoir les modes d'aspiration et de filtration au niveau de l'atelier d'ébarbage (projet horizon 2026).

Au vu des améliorations apportées, qui tendent à améliorer la situation initiale en terme de captation et de traitement des émissions atmosphériques, l'inspection demande que l'exploitant transmette pour le 28 février 2025 un rapport à connaissance conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement présentant de manière détaillée les équipements installés ou prévus, leur dimensionnement (hauteur de cheminée, débit d'extraction, vitesse d'éjection des gaz résiduels, concentration et flux en polluant) et les gains attendus pour l'environnement (réduction de la consommation d'énergie, réduction des niveaux d'émission de polluants, etc.) et de manière plus générique toute modification des installations survenue depuis la dernière enquête publique (datant de septembre 1996).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 1: Il est demandé à l'exploitant de transmettre pour le 28 février 2025 à l'inspection des installations classées un rapport à connaissance, conformément à l'article R181-46 du code de l'environnement, qui fait le point sur les évolutions du site depuis la dernière enquête publique de 1996, notamment au regard des émissaires du site et en prenant en compte les éléments de constat ci-avant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : surveillance des rejets canalisés

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2014, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets canalisés

Prescription contrôlée :

La société INOXYDA est tenue de réaliser, sous un délai inférieur à 6 mois à compter de la notification du présent arrêté, une campagne d'analyse des principaux rejets canalisés présents au sein des installations de fonderie des métaux et des équipements connexes. La campagne de mesures visée ci-dessus est réalisée au cours d'un fonctionnement représentatif des activités et portera sur les paramètres suivants :

- cuivre, nickel, plomb, aluminium et zinc,
- composés organiques volatils
- dioxines-furanes, exprimés en équivalent toxique OMS (facteurs d'équivalent toxique de 1998 et 2005)

Constats :

Aucune mesure de rejets canalisés à l'atmosphère n'a été effectuée depuis 2019 (cf. le rapport d'inspection de 2021). L'exploitant s'est engagé lors de l'inspection à refaire une mesure de surveillance des émissions canalisées fin 2024, début 2025 après la mise en service de la hotte d'aspiration des fumées du four de fonderie n° 8 qui est en cours de fabrication sur site.

L'inspection demande donc à l'exploitant de s'engager par retour de courrier sur un délai ferme de réalisation de la mesure. Les mesures des rejets canalisées devront porter à minima sur les paramètres imposés dans l'art 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 8 décembre 2014 qui demandait à l'époque une caractérisation des niveaux d'émissions du site (métaux, COVtotaux, et dioxines et furanes). Pour les métaux, il conviendra de cibler les métaux mis en oeuvre dans les alliages (a minima : cuivre, aluminium, nickel, fer, manganèse, antimoine, étain, zinc, chrome et plomb). De plus, considérant que les mesures d'ambiance d'atelier effectuées en 2019 ont mis en évidence la présence de benzène et de toluène, une quantification des BTEX est également à rechercher en plus des COVtotaux. En sortie des dépoussiéreurs une mesure des poussières totales est demandée avec quantification des PM10 et des PM2,5.

En synthèse les mesures demandées pour les rejets canalisés par type d'installation sont :

- fours : métaux, COVtotaux, BTEX, dioxines et furanes, poussières totales, PM10 et PM2,5 ;
- décocheuses, postes ébarbage / grenailage : poussières totales, PM10 et PM2,5, métaux ;
- régétherm : poussières totales, COVtotaux, BTEX, dioxines et furanes, CO et Nox.

Les prélèvements et analyses devront se faire selon les normes en vigueur définies dans l'avis du 11/04/24 sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement, et par des prestataires disposant des agréments prévus par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère. Les résultats devront être rendus sur gaz sec, ramenés aux conditions normales de température et de pression à la teneur en O2 mesurée.

Compte tenu que l'arrêté préfectoral ne précise pas la périodicité de mesure, l'inspection ne dispose pas de cadre réglementaire suffisant pour caractériser de non-conformité formelle sur ce point.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 2 : L'inspection demande donc à l'exploitant de s'engager par retour de courrier, pour le 31 octobre 2024, sur un délai effectif de réalisation d'une mesure pour chaque émissaire canalisé du site pour les paramètres listés ci-dessus. Les mesures devront s'effectuer avant le 31 janvier 2025 et la transmission du rapport de contrôle à l'inspection devra être effective pour le 28 février 2025.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : surveillance des retombées atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des retombées atmosphériques
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant procède, sous un délai de 6 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à la mesure des retombées atmosphériques liées aux émissions canalisées et diffuses</p> <ul style="list-style-type: none">• sur le site au sein du bâtiment abritant les activités de fonderie, noyautage et de décochage,• hors site à proximité des zones habitées les plus impactées ou le cas échéant, en périphérie de l'établissement. <p>Les paramètres analysés sont identiques à ceux repris à l'article 2 du présent arrêté (A savoir les métaux : Cu, Al, Ni, Pb et Zn; COV, dioxines et furanes)</p> <p>Les prélèvements et analyses doivent être effectués suivant les normes en vigueur (notamment NFX 43-014) par des organismes agréés.</p> <p>Le protocole de mesure et les emplacements envisagés pour les prélèvements, au regard des sources potentielles et des enjeux identifiés autour de l'établissement, sont proposés à l'inspection des installations classées sous un délai inférieur à 3 mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p>
Constats : <p>L'exploitant adhère depuis 2017 au programme de surveillance des retombées d'Atmo Normandie qui réalise annuellement des campagnes de mesure des retombées en métaux et dioxines furanes et PCB et PCB dioxines like (dl). Les mesures sont réalisées sur jauge Owen une année et l'année suivante par prélèvement sur lichens. Les rapports publiés sont donc comparables entre eux tous les 2 ans. Les données de l'année 2023, n'ont pas encore été publiés par Atmo Normandie, mais les résultats ont fait l'objet d'une présentation à chacun des industriels adhérant à ce programme à l'échelle de la ZI de Rouen en juillet 2024 en présence de la DREAL et de l'ARS.</p> <p>Les mesures de 2023, portant sur des jauges Owen ont permis de mettre en évidence que les émissions dans l'environnement des PCDD/F sont en net recul par rapport aux années précédentes sans qu'il n'y ait eu d'atteinte de valeur limite réglementaire.</p> <p>Les mesures en PCB et PCB dioxine like (au point Manoir Queval -2b) sont inférieures au blanc terrain et correspond à la valeur mesurée sur le témoin régional situé en milieu rural dans l'Orne. Le site est donc peu ou pas contributeur pour ces polluants.</p> <p>Concernant les métaux, en l'absence de valeurs réglementaires, l'inspection ne peut que constater que pour l'année 2023 le site fait partie des 5 % plus gros émetteurs de la région (au regard des données statistiques à disposition d'Atmo Normandie) pour le cuivre sur l'ensemble de l'année. Les variations observées depuis 2017 témoignent du niveau d'activité de la fonderie qui a retrouvé en 2023 les niveaux de production d'avant la crise COVID-19.</p> <p>Les mesures de surveillance ont mis en lumière, pour la première fois depuis 2017 les polluants chrome (en période hivernale) et zinc (en période estivale). Les alliages produits par la fonderie sont à 99% constitués de cuivre, d'aluminium, de nickel, de fer et de manganèse. La somme des autres métaux est largement minoritaire.</p>

Le zinc et le chrome au regard des fiches d'analyses chimiques consultées pour les alliages produits représentent moins de 0,05 % (en somme cumulée) de la composition des alliages. Le zinc et le chrome mesurés en 2023, proviennent donc probablement d'autres sources que la fonderie.

Pour répondre entièrement au point de contrôle, l'inspection constate qu'il n'y a pas de mesure des COV diffus dans l'environnement. En 2021, la mesure des COV diffus présents dans l'air ambiant de l'atelier de production a mis en évidence la présence de benzène à une concentration de 2 mg/m³ (cette valeur est à comparer à la VLEP travailleurs pour laquelle l'inspection du travail est seule compétente au titre du code du travail). La présence de toluène a également été mesurée. Ces polluants spécifiques (benzène, toluène) sont probablement issus de la décomposition des résines qui sont additivées aux sables de fonderie lors des coulées des pièces.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Demande n° 3: Il est demandé à l'exploitant qu'il fasse une mesure dans l'environnement d'ici la fin de l'année 2024 à minima en limite de propriété pour les paramètres COV totaux et BTEX (qui sont des COV spécifiques susceptibles d'avoir un impact sur la santé humaine). Les résultats seront intégrés et interprétés dans le cadre du porter à connaissance prévu par la demande n° 1 du présent rapport.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Déclaration GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, déclaration des émissions annuelle

Prescription contrôlée :

I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a (A savoir les site icpe relevant du régime de l'autorisation) du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après :

- les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement, à caractère régulier ou non, canalisées ou diffuses dans l'air (...) de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe, en distinguant la part éventuelle de rejet ou de transfert de polluant résultant de l'accident

[...]

Tout exploitant qui a déclaré pour une année donnée, en application des alinéas précédents, une émission d'un polluant supérieure au seuil fixé pour ce polluant, déclare la quantité émise de ce polluant pour l'année suivante même si elle est inférieure aux seuils.

II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées :

- les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an.

[...]

Cette déclaration comprend :

- la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe « de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée » ;
- la quantité par nature du déchet ;
- le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ;
- le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV.

Constats :

L'exploitant ne procède plus à la déclaration de ses émissions sous GEREPA depuis plusieurs années. En l'absence de quantification des émissions atmosphériques, l'identification de dépassements des seuils rejets air définis en annexe II de l'arrêté du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets (AM GEREPA) est impossible en l'état.

Par ailleurs, l'exploitant a produit 22,84 tonnes de déchets dangereux en 2023 (essentiellement des fines issues du traitement thermique des sables de fonderie souillés). Le seuil des 2 tonnes de déchets dangereux est dépassé, l'exploitant devrait les déclarer sous GEREPA. L'exploitant dispose d'un compte Trackdéchets, pour assurer le suivi de la traçabilité des déchets dangereux produits par l'activité de fonderie jusqu'à leur filière de traitement final. La consultation du compte a permis de constater que le compte est actif. L'absence de déclaration sous GEREPA des quantités de déchets produits annuellement ne constitue donc pas une non conformité pour le volet déchets dangereux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire une mesure des flux des polluants rejetés pour évaluer le dépassement ou non des seuils définis à l'annexe II de l'AM GEREPA pour les rejets à l'atmosphère. Cf. Point de contrôle n° 2 ci-avant.

Type de suites proposées : Sans suite